

Un livre blanc pour la paix au Proche-Orient

Partage international n° 231 - Novembre 2007

Interview de André Azoulay par Andrea Bistrich

Conseiller successif des rois du Maroc Hassan II et Mohammed VI, André Azoulay travaille inlassablement depuis plus de trente ans à renforcer le dialogue entre les communautés juives et musulmanes de la planète (Europe, Etats-Unis ou Proche-Orient). L'un des initiateurs de la Conférence de Casablanca, il appartient, entre autres commissions, au C-100 (Forum de Davos) pour le dialogue des civilisations et des religions et, depuis 2005, à la prestigieuse Alliance des civilisations (ADC), créée à l'instigation de Kofi Annan pour traiter des relations entre l'Occident et le monde musulman, en contre-feu de la fameuse idée de « Choc des civilisations ». Andrea Bistrich l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : *Issu d'une communauté juive, vous êtes, de par vos fonctions de conseiller spécial de Mohammed VI et l'ensemble de vos activités, profondément ancrés dans le monde musulman. Que veut dire, pour vous, être juif dans un pays arabe ?*

André Azoulay : En tant qu'Arabe juif, je fais partie d'une vaste communauté, vaste d'un point de vue géographique, philosophique et par la diversité de ses traditions. Cette richesse des traditions joue un rôle clé dans notre identité moderne, mais nous donne aussi une responsabilité : envoyer un signal différent au reste des communautés arabes et juives, leur montrer que juifs et Arabes peuvent vivre en paix. Nous appartenons à la même famille, partageons la même histoire et sommes confrontés aux mêmes défis.

Mon maître [Rabbi] m'a dit un jour : « *Cela ne veut rien dire d'être juif si l'on ne se préoccupe pas de son prochain, et que l'on ne s'assure pas qu'il jouisse des mêmes valeurs, du même respect que nous. Aujourd'hui, ce prochain, c'est pour moi le Palestinien. Tant que ce peuple ne retrouvera pas sa dignité, sa liberté, je sen-tirai ma judéité affaiblie et blessée.* » Il est vital de construire un pont entre les communautés musulmanes et juives et de paver la voie du dialogue et de la paix.

PI. *De quelle manière le Maroc pourrait-il servir d'exemple aux communautés d'Israël et de Palestine, pour leur montrer que juifs et musulmans peuvent vivre côte à côte dans la paix ?*

AA. La situation politique du Maroc diffère de celle entre la Palestine et Israël, et ne saurait lui être comparée. Fondamentalement le conflit entre ces deux peuples n'est pas de nature culturelle ou religieuse, mais politique. Il est donc vain de tenter d'en faire le produit de différences de culture et de religion : toute solution ne peut être que politique. Cependant, nous, communautés juives, avons spécialement un message pour les Israéliens et les Palestiniens. C'est qu'ils ne pourront se rapprocher les uns des autres d'une manière viable que s'ils sortent de méthodes idéologiques et dogmatiques à l'évidence stériles pour en essayer de nouvelles. C'est dans ce contexte que nous avons créé à Paris, en 1974, le groupe « Identité et Dialogue ». Ce fut la première ONG d'intellectuels juifs réunis pour appeler à la création d'un Etat palestinien coexistant pacifiquement avec Israël.

PI. *Vous faites partie de l'ADC. Qu'en attendez-vous ?*

AA. Le déséquilibre dans lequel nous vivons aujourd'hui est alarmant. C'est pourquoi l'Alliance s'est donnée pour objectif d'examiner ce qui bloque la bonne entente entre les cultures et de soutenir les projets qui servent la compréhension et la réconciliation entre elles. Pourquoi, par exemple, y a-t-il eu le 11 septembre ? Les attentats de Londres (7 juillet 2005) et de Casablanca (16 mai 2003) ? Pourquoi sommes-nous plongés dans une situation d'un autre âge ? Puis nous proposons des moyens d'en finir une fois pour toute avec cette atmosphère de suspicion, de peurs, avec ces clichés et ces stéréotypes qui bloquent toute possibilité de vision et de compréhension, de ce que signifie être Arabe ou musulman. L'une de nos principales découvertes, c'est que les grandes causes de la division qui déchire de plus en plus notre monde ne sont ni de nature religieuse ou historique, mais politique, surtout à l'évidence le conflit israélo-palestinien, où sévit l'intolérance exacerbée de groupes minoritaires des deux camps.

PI. *Quelles mesures concrètes l'Alliance propose-t-elle ?*

AA. Il n'y a pas de réponse simple et nous n'avons pas de solution miracle. Néanmoins, l'ADC a présenté des recommandations dans quatre

domaines : l'éducation, la jeunesse, les migrations et les médias. Notamment tout un ensemble de projets éducatifs et d'initiatives pour les deux années à venir, dont un fonds pour promouvoir, dans le secteur des médias, des productions transculturelles, transreligieuses et/ou transnationales, un « Centre d'emploi jeunes » pour le Moyen-Orient, des programmes d'échanges universitaires internationaux, etc. Cet ensemble de mesures a été présenté par notre représentant, l'ancien président portugais Jorge Sampaio.

PI. *Le rapport de l'ADC range la pauvreté et la mondialisation parmi les principaux facteurs de discorde dans le monde. En quel sens ?*

AA. Il est exact que la pauvreté et le déséquilibre économique nourrissent les ressentiments. L'élargissement du fossé entre riches et pauvres mine la solidarité inter-nationale. La pauvreté induit un sentiment de désespoir, d'injustice et d'aliénation qui, combiné à des griefs politiques, peut conduire à l'extrémisme. C'est pourquoi l'éradication de la pauvreté est prioritaire.

Mais ce n'est pas la pauvreté qui est la cause de l'approfondissement des divisions. Il suffit de regarder quels sont les intégristes des deux camps pour s'en convaincre : ce sont souvent des gens issus des classes sociales favorisées, qui profitent de l'extrême pauvreté et de la faiblesse d'une catégorie de la population pour en faire des kamikazes. C'est pourquoi notre rapport donne des recommandations sur la manière de lutter contre la pauvreté et les déséquilibres économiques. Mais nous ne pourrions réussir que si elles s'inscrivent dans un effort collectif de la communauté des nations pour atteindre les Objectifs de développement du millénaire.

PI. *L'Alliance a appelé à une intensification des efforts de la communauté internationale pour résoudre la crise du Moyen-Orient. Que proposez-vous ?*

AA. Monsieur Hubert Védrine et moi-même avons pu ajouter un chapitre séparé sur cette question dans le rapport général de l'ADC, où nous demandons l'ouverture d'un Livre blanc consacré à une analyse détaillée et objective du conflit israélo-palestinien. Ce qui ne peut se faire que si l'on accepte l'expression de points de vue opposés sur les raisons des succès et des échecs des initiatives de paix passées, ainsi que sur l'élaboration de critères clairs, de lignes de conduites à suivre si l'on veut aboutir à une solution de la crise.

Le peuple palestinien a besoin que l'on reconnaisse pleinement sa lutte, la stigmatisation dont il est victime et le prix que lui ont coûté des décennies d'occupation de son territoire. Il faut dans le même

temps prendre en compte les peurs des Israéliens pour les dissiper. Il est primordial que les deux parties reconnaissent leurs différences de points de vue. Pour la plupart des juifs et des Israéliens, par exemple, l'Etat d'Israël est une patrie rêvée attaquée dès sa formation par les pays arabes voisins. Les Palestiniens, quant à eux, ont ressenti la création de cet Etat comme un acte d'agression, une occupation illégale qui les a chassés par centaines de milliers de leurs terres.

PI. *Que signifie, en réalité, le terme de « justice » au Moyen-Orient ?*

AA. Pour moi, elle commence par la création d'un Etat palestinien viable et souverain à côté d'Israël. C'est là où tout commence et où tout finit. Un échec sur ce point serait un désastre pour le monde. Qui plus est, la justice véritable est synonyme de respect et de confiance mutuels. J'espère qu'un jour, le peuple israélien considérera la liberté des Palestiniens comme sa propre liberté, comme une valeur pour ses enfants. Nous ne pouvons plus avoir de différence de traitement ou de considération quand on parle de dignité, de justice, de liberté : elles doivent être les mêmes pour les deux parties. On ne peut pas avoir une culture du deux poids, deux mesures ; c'est fini. Nous avons payé le prix. Pour en finir avec la situation actuelle, nous avons donc besoin d'une vision claire des possibilités de la région, ainsi qu'un vrai courage tant des côtés israélien et palestinien que de celui des pays influents engagés dans la résolution de la crise – en particulier les Etats-Unis et les membres permanents du Conseil de sécurité.

PI. *Les sondages indiquent que même les Israéliens désirent en majorité la fin de l'occupation, mais ne font pas confiance à la génération politique actuelle pour mettre fin à cette situation. Lors d'une discussion sur le thème : « la guerre de 1967, une occasion de paix manquée ? », un ancien ministre israélien a récemment déclaré : « Aujourd'hui, nous pouvons atteindre la paix, mais nous n'essayons même pas. »*

AA. La majorité des Israéliens sont en faveur d'une solution bi-étatique. Il n'y en a pas d'autre. Le peuple semble mieux comprendre l'histoire que ses dirigeants ! Il sait que sa sécurité est inséparable du bien-être des Palestiniens. Les instances dirigeantes déclinent et sombrent peu à peu dans la confusion. Israël ou la Palestine souffrent tous deux d'une absence de leadership, d'une incapacité de leurs responsables politiques à relever le défi de la paix.

PI. *« La guerre commence par des paroles », dit un proverbe arabe. On peut l'appliquer aux médias arabes et occidentaux. Conduisent-ils le monde vers*

plus de compréhension ou vers une nouvelle guerre ?

AA. Les médias ont un rôle majeur. On ne peut traiter correctement ce genre de dossier si l'on ne dispose pas d'un relais correct avec l'opinion publique. Tout dépend de la communication : l'information, l'éducation et la connaissance sont véhiculées par les médias. Certains de ceux-ci ont malheureusement enflammé l'esprit de millions de gens en manipulant la réalité. C'est particulièrement le cas pour certains organes de presse occidentaux qui servent de caisses de résonance aux groupes islamistes les plus virulents et aux idéologues anti-musulmans de l'Occident. Cela ne fait qu'exacerber les tensions. Le mot « djihad », par exemple, a pris une connotation négative alors qu'il renvoie au contraire soit à une lutte intérieure contre les faiblesses et le mal qui habitent chacun d'entre nous - le grand « djihad », soit à la défense de sa communauté - le petit « djihad ». Les médias occidentaux en ont fait un synonyme de violence et de fanatisme.

PI. *La presse tend à considérer toute tentative pour l'amener à désamorcer les tensions comme une atteinte à sa liberté...*

AA. Tout le monde doit faire face à des obligations, et à l'éventualité de sanctions, y compris les journalistes. Eux aussi ont des règles et une éthique

à respecter.

Nombre de problèmes que l'on rencontre, aujourd'hui, naissent au confluent de la religion et de la politique. L'un des éléments les plus pernicioseux, quand on considère le climat de peur et de suspicion qui règne actuellement, consiste dans l'usage insultant et violent du langage, qui peut avoir un effet très destructeur, surtout lorsque ce genre de propos est disséminé par la presse. C'est là que les médias et les politiciens, qui façonnent et influencent l'opinion publique, ont une responsabilité spéciale : celle d'unir les peuples et les points de vue divergents, de créer un climat de respect et de compréhension mutuels. Du fait de la puissance de leur influence, ces deux groupes doivent faire preuve de la plus grande précaution dans leur expression, en évitant notamment d'insulter et d'abaisser les systèmes de croyance et les symboles sacrés d'autres peuples.

Auteur : Andrea Bistrich, collaboratrice de Share International résidant à Oberhaching (Allemagne).

Thématiques : [peuples et traditions](#), [politique](#), [religions](#)

Rubrique : [Divers](#) ()